

DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°106

Septembre 2005



Sophie BOUTILLIER

MONDIALISATION, NOUVELLE ORGANISATION INDUSTRIELLE ET TRANSFORMATION DU CAPITALISME

Unité de temps, unité de lieu et unité d'action de la firme-réseau

GLOBALIZATION, NEW INDUSTRIAL ORGANIZATION AND CAPITALIST EVOLUTION

Unity of time, unity of place and unity of action of the network-firm

Sophie BOUTILLIER

RESUME : L'objectif de ce texte est de développer une réflexion critique sur quatre auteurs (MARX, SCHUMPETER, GALBRAITH, CASTELLS) clés qui ont marqué les sciences économiques et sociales par la pertinence de leurs analyses sur l'évolution du capitalisme. L'idée principale que nous avons cherché à mettre en avant est le caractère contradictoire du capitalisme : alors que le profit naît de la concurrence, les firmes capitalistes ont de tout temps cherché à réduire la concurrence. De l'entreprise concentrée à la firme-réseau, la logique reste la même : planifier le marché pour en réduire l'incertitude.

ABSTRACT: This paper is based on four authors (MARX, SCHUMPETER, GALBRAITH, CASTELLS). These four authors have developed an original analysis about the capitalist evolution. They looked to show the capitalist contradictions : negation of the free market to minimize the uncertainty of the free market. The capitalist firms have always looking for ways to minimize the uncertainty of the free market. The process of the concentration/centralisation of the capital is one of these ways to minimize the uncertainty. The oligoplistic firms control a most important part of the market (prices/quantities, of labor, of capital, etc.). In conclusion, the existence of the capitalism is based about the negation of the free market because the oligoplistic firms look for how they can develop their activities outside the free market.

**MONDIALISATION, NOUVELLE ORGANISATION INDUSTRIELLE ET
TRANSFORMATION DU CAPITALISME¹**

Unité de temps, unité de lieu et unité d'action de la firme-réseau

**MONDIALISATION, NOUVELLE ORGANISATION INDUSTRIELLE ET
TRANSFORMATION DU CAPITALISME**

Unité de temps, unité de lieu et unité d'action de la firme-réseau

Table des matières

1- INTRODUCTION	4
2- MONDIALISATION, ORGANISATION INDUSTRIELLE ET ENTREPRISES OLIGOPOLISTIQUES	7
<i>2-1 Commerce international, organisation industrielle et industrialisation européenne</i>	7
<i>2-2 Les entreprises oligopolistiques organisent le marché mondial</i>	9
<i>2-3 Nier le marché pour exister</i>	10
3- MONDIALISATION, FIRME-RESEAU ET SOCIALISATION DE LA PRODUCTION	12
<i>3-1 Développement du capitalisme industriel, progrès technique et marchés financiers</i>	12
<i>3-2 Socialisation du capital et de la production, crise du capitalisme</i>	15
<i>3-3 Firmes oligopolistiques, le poids de la bureaucratie</i>	16
<i>3-4 De l'organisation oligopolistique de la production à la firme-réseau</i>	17
4- ELEMENTS DE CONCLUSION	21
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	22

¹ Ce texte a fait l'objet d'une présentation lors du 25^{ème} Congrès de l'Association latino-américaine de sociologie, Université fédérale Rio Grande Do sul, Porto Alegre, Brésil, 22-26 août 2005.

« Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le libre échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la Bourgeoisie et le Prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange. »

K. MARX²

1- INTRODUCTION

Au début du 20^{ème} siècle, des théoriciens marxistes imaginaient que le monde pourrait être un jour entre les mains d'un tout petit nombre de grandes entreprises, d'entreprises multinationales, qui par leurs activités commerciales, financières et industrielles domineraient l'économie mondiale (MICHALET, 1985, 2003 ; MANDEL, 1986 ; DENIS, 1980 ; DUMENIL, LEVY, 1998). Cette planification (privée) mondiale allait d'une part se substituer aux aléas de l'offre et de la demande et à la fluctuation désordonnée des marchés, source de crise. D'autre part, elle allait entraîner la disparition du capitalisme et son remplacement par un système collectiviste pour deux raisons majeures : (i) la concurrence disparaît au profit de quelques firmes oligopolistiques ; (ii) la propriété privée est collectivisée en raison du développement des sociétés anonymes et de leur corollaire, les marchés financiers (BOUTILLIER, 1996).

La présente contribution s'inscrit dans l'étude du changement social, traité ici par l'étude de la mondialisation et de l'évolution de l'organisation industrielle (entreprise à propriété familiale dominante, entreprise à propriété privée collective et à production centralisée – intégration verticale ou horizontale – ou entreprise managériale, entreprise à propriété privée collective et à production décentralisée ou firme-réseau). Pour les économistes libéraux, comme HAYEK (HAYEK, 1993, 2002), le marché est à l'origine de tout et est universel. Pour les économistes marxistes (MARX, 1976 ; UZUNIDIS, 2001 ; LIODAKIS, 2005), le capitalisme est le produit d'une évolution sociale et économique en devenir. La concentration/centralisation du capital, via le développement des sociétés anonymes et des marchés financiers et les progrès en matière de mécanisation du travail, conduit à une recomposition des rapports de concurrence entre les entreprises et de la propriété privée du capital (socialisation de la propriété du capital), appelant l'apparition d'une étape nouvelle de l'histoire de l'humanité, celle du socialisme puis du communisme. Cette problématique a nourri les interrogations relatives à la disparition de l'entrepreneur (SCHUMPETER, 1979) et de la convergence entre le capitalisme et le socialisme (GALBRAITH, 1968). Aujourd'hui, elle se manifeste sous les traits de la firme-réseau (CASTELLS, 1999).

La question de la mondialisation, qui est aujourd'hui posée avec beaucoup d'acuité, n'est pas nouvelle, mais le développement récent des technologies de l'information et de la communication et des marchés financiers, lui a donné une nouvelle apparence. L'analyse actuelle de la mondialisation est reliée à deux éléments fondamentaux qui ont conduit nombre de chercheurs à parler d'un « nouveau capitalisme » (PLIHON, 2003), d'une économie fondée sur l'information et la connaissance (AGHION, HOWIT, 2000 ; FOREY, 2000), tandis que d'un autre côté, est réactualisée la thèse du capitalisme financier (AGLIETTA, REBERIOUX, 2004). Toutefois, au-delà de transformations qui nous semblent inédites, la prudence nous conduit à les examiner à la lumière des mouvements longs de l'histoire, suivant en cela l'enseignement de nombre d'historiens (BRAUDEL, 1985 ; WALLERSTEIN, 1985 ; FREEMAN, LOUCA, 2001). A partir des années 1990 et de la chute des démocraties

² *Discours sur la question du libre échange*, Association démocratique de Bruxelles, 7 janvier 1848, in *Misère de la philosophie*, Éditions sociales, Paris, 1977, p.213.

populaires d'Europe de l'Est et de l'URSS, F. FUKUAMA (FUKUAMA, 1994) avait annoncé, de façon tout à fait imprudente, la fin de l'histoire³, caractérisée par la domination sans partage du capitalisme, symbolisé par le marché et la démocratie. D'un autre côté, et à peu près au même moment, l'ancien chancelier allemand W. Brandt crée la « Commission on global governance ». L'idée défendue est à peu près la même : penser le monde dans sa globalité (« la governance mondiale »), non plus de façon bipolaire, capitalisme/socialisme.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que se développe une réflexion nouvelle sur la grande entreprise (l'entreprise managériale) et sur le rôle de l'Etat social alimenté par le keynésianisme, le contexte économique, social et politique est totalement différent par rapport au contexte actuel (remise en question de l'Etat social, privatisation, déréglementation). La crise économique de 1929 et la guerre, sont dans tous les esprits (BERSTEIN, MILZA, 2000 ; HOBBSAWM, 1994). L'Etat joue alors pleinement son rôle de réducteur d'incertitudes : nationalisations, réglementation, contrôle des prix, encadrement du crédit, etc. J. K GALBRAITH (GALBRAITH, 1968) n'hésite pas à parler de convergences entre le capitalisme (les Etats-Unis) et le socialisme (l'URSS). La reconstruction, financée par le Plan Marshall et la réforme du Système monétaire International (Accords de Bretton Woods en 1944), offre des marchés de proximité... Ce qui ne signifie aucunement autarcie. Les relations économiques internationales se déploient dans un cadre bien réglementé : GATT, système de changes fixes, étalon-or, ONU, etc. La guerre froide, le partage du monde entre le capitalisme et le socialisme, la concurrence politique, technologique et industrielle entre les deux parties du monde créent les conditions de la stabilité dynamique de la croissance économique sur les acquis de la production de masse gérée par la guerre (armement, moyens de transport, matériels de télécommunication, etc.) et d'une consommation de masse. Les entreprises multinationales, en premier lieu américaines, intensifient des rapports commerciaux avec l'Europe occidentale notamment, et le Tiers-Monde, conformément de l'internationalisation en étapes de R. VERNON (MICHALET, 2003), entraînant dans son sillage l'internationalisation du salariat⁴ (VERRET, 1995). Aujourd'hui, l'internationalisation du salariat se poursuit, sur la base de relations concurrentielles entre les salariés des différents pays. Pays industriels, pays en développement, tous les peuples sont touchés, y compris les Etats-Unis, qui depuis 1991 ont été officiellement sacrés « première puissance mondiale »⁵.

La mondialisation est une constante de l'histoire des sociétés humaines (BRAUDEL, 1979). La croissance démographique (le poids croissant des retraités et de fonds de pension), les technologies de l'information et de la communication, le développement des marchés financiers, phénomènes caractéristiques de l'époque actuelle, sont les stigmates de la mondialisation contemporaine. La planète compte à l'heure actuelle plus de six milliards d'êtres humains et la vitesse de circulation de l'information se fait en temps réel, quel que soit le lieu, aussi peut-on parler, sans abus de langage, pour qualifier le capitalisme contemporain, à l'exemple des pièces classiques, d'unité de lieu (la terre), d'unité de temps (circulation en temps réel de l'information) et d'unité d'action (profit et/ou rentabilité maximum).

³ Rappelons au lecteur que K. MARX avait aussi imaginé la fin de l'histoire, mais sous une forme tout à fait différente : fin du salariat, de la propriété privée, etc. Voir à ce propos LEFEBVRE (LEFEBVRE, 2001).

⁴ Certes M. VERRET ne parle pas de la formation d'une classe ouvrière à l'échelle mondiale (dans ce cas se pose la question de la définition de la classe ouvrière), mais du développement de la salarisation – en grande partie ouvrière – à l'échelle mondiale.

⁵ La question de la sous-traitance internationale et les pertes d'emplois qu'elle engendre pour les travailleurs américains est dénoncée dans la presse américaine avec la même virulence que dans la presse européenne ou française. Entre janvier et mai 2004, les journalistes américains auraient consacré à ce sujet 2634 articles, centrés pour la plupart sur les pertes d'emplois qu'elle fait redouter (*Finances et développement*, février 2005).

Aujourd'hui, la domination des entreprises multinationales est incontestable : en 2000, l'ONU (UNCTAD) avait recensé 63 212 sociétés mères multinationales, localisées dans 47 pays d'origine contrôlant 821 818 filiales étrangères dans 175 pays hôtes. Elles n'étaient que 11 000 avec 82 000 filiales étrangères en 1977. Les changements constatés depuis ces vingt dernières années dans l'évolution de la mondialisation sont, nous l'avons dit, une question d'échelle (un plus grand nombre d'individus sont touchés), mais aussi les progrès des techniques et l'organisation des entreprises, d'emblée à l'échelle mondiale – firme-réseau – ont renforcé les rapports de concurrence/coopération entre les firmes d'une part, entre les salariés d'autre part, enfin entre les consommateurs (les mêmes produits et services sont consommés d'un bout à l'autre de la planète). En opposant la division organique et la division mécanique du travail, E. Durkheim (DURKHEIM, 1978) développait l'idée, au début du 20^{ème} siècle, selon laquelle tout agent social dans la société industrielle entretient des relations d'échange avec une foule d'individus qui ne sont liés par aucun rapport personnel, mais par des relations d'échanges marchands (UZUNIDIS, 2001). Aujourd'hui, avec le développement de la firme-réseau, une nouvelle étape a été franchie, aussi peut-on parler d'un enchevêtrement des activités de recherche, de production et de distribution à l'échelle de la planète (CASTELLS, 1999). Grâce aux économies d'échelle qu'elles réalisent, les entreprises multinationales planifient les marchés internationaux selon leurs impératifs de développement. Elles élaborent au niveau international des stratégies d'expansion.

La méthodologie que nous suivons combine à la fois les apports de l'économie politique, de la sociologie et de l'histoire. Notre objectif est de relier quatre phénomènes interdépendants : (i) concentration/centralisation du capital (problématique de la grande entreprise et de la société anonyme qui se prolonge aujourd'hui sur l'étude de la firme-réseau), (ii) expansion des marchés financiers, (iii) développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'internationalisation du salariat. (iv) Le tout dans le cadre contemporain de la mondialisation. Dans un premier temps, nous montrerons au lecteur comment la grande entreprise s'est imposée au cours du 19^{ème} siècle sur la base de l'organisation intégrée de la production, moteur de la mondialisation du capital pour aboutir à la problématique de la convergence entre le capitalisme (planification privée des grandes entreprises au niveau mondial) et le socialisme (planification publique au niveau des Etats). Alors que le développement des grandes entreprises et des marchés internationaux au cours du 19^{ème} siècle nourrit l'apparition des crises économiques, pour y faire face ces mêmes grandes entreprises vont inventer un ensemble de moyens pour canaliser l'incertitude propre au fonctionnement desdits marchés. Dans un deuxième temps, dans le contexte de crise économique qui sévit depuis plus de vingt ans et de l'intensification des rapports économiques mondiaux, nous montrerons comment la firme-réseau s'est imposée, combinant la souplesse des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des marchés financiers. La firme-réseau s'inscrit dans le prolongement de l'organisation de la production à l'échelle mondiale. Se forment autour des grandes entreprises des réseaux de sous-traitants, de fournisseurs, des alliances et de concurrence à l'échelle mondiale. Les Petites et Moyennes entreprises participent activement à ces réseaux et en accroissent la capacité d'adaptation (CASTELLS, 1999). En bref, tout se passe comme si les firmes, pièces d'un immense réseau mondial, planifiaient l'activité économique mondiale, niant l'existence même du marché sur lequel repose par essence le capitalisme.

Nous avons donc choisi quatre auteurs (K. MARX, J. A. SCHUMPETER, J. K. GALBRAITH, M. CASELLS), représentatifs de leur époque, pour évoquer la question de la transformation du capitalisme. Les deux fondements majeurs de cette formation sociale sont d'une part la propriété privée du capital, d'autre part la concurrence (via le marché). Mais, si

le marché peut être à l'origine de fortunes colossales, d'un autre côté, il est aussi risqué d'incertitude (et donc de pertes potentiellement élevées). Les entreprises capitalistes cherchent par conséquent à minimiser l'incertitude propre au fonctionnement de marché en contrôlant une part de plus en plus importante du marché en absorbant, rachetant... ses concurrents. C'est le processus de la concentration/centralisation du capital, décrit par K. MARX, l'idée étant que l'entreprise capitaliste existe par et pour la concurrence inter-capitaliste, mais son développement la conduit à nier cette concurrence ; constat qui avait aussi conduit K. MARX à poser la question du passage au socialisme. J. A. SCHUMPETER reprend ce raisonnement d'abord en cherchant à le remettre en question en inventant l'entrepreneur, puis il clôt son œuvre en écrivant « Marx avait raison » ! L'organisation remplace le propriétaire, le capitalisme est dominé par un petit nombre d'entreprises oligopolistiques qui se partagent le marché à leur profit. Au cours des années 1960, alors que les pays capitalistes développés bénéficient d'une situation économique tout à fait favorable, J. K. GALBRAITH poursuit l'analyse de MARX et SCHUMPETER, mettant à la fois en évidence la suprématie des grandes entreprises et la planification du marché qui en résulte. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui se développent à partir de la fin des années 1970, remettent en cause l'organisation hiérarchisée de l'entreprise oligopolistique. La firme-réseau, qui apparaît au cours des années 1990, bénéficie de la flexibilité organisationnelle des technologies de l'information (décentralisation géographique de l'activité industrielle) et du développement des marchés financiers. La firme-réseau, à l'image de l'entreprise oligopolistique galbraithienne, organise le marché pour en canaliser l'incertitude qui lui est propre.

2- MONDIALISATION, ORGANISATION INDUSTRIELLE ET ENTREPRISES OLIGOPOLISTIQUES

2-1 Commerce international, organisation industrielle et industrialisation européenne

L'économie politique se constitue en tant que discipline scientifique à partir du moment où les économistes identifient en tant que telle la question d'internationalisation de l'économie (BOUTILLIER, 1999 ; BOUTILLIER (coord) 2005 ; BYE, DESTANNE DE BERNIS, 1987) et avec elle, celle de l'organisation industrielle qui débute avec la manufacture d'épingles d'A. SMITH (SMITH, 1976). La question de la prise en compte de la mondialisation des échanges marchands naît ainsi avec le courant mercantiliste qui du même coup (et presque de façon paradoxale) place au centre de ses préoccupations, l'État-nation. Alors que l'Europe sort progressivement de l'économie féodale et de la sous-production, l'État national s'affirme en tant que puissance régulatrice, tant sur le plan politique qu'économique. La majorité des Mercantilistes⁶ considère le commerce international comme l'unique source de gain pour un pays, moteur de la richesse des nations. Leur conception du commerce international est par conséquent asymétrique, car les États doivent chercher à capter le maximum de richesses de l'extérieur (en particulier l'or) et en limiter les sorties. Ils sont donc favorables au protectionnisme. Les Mercantilistes sont favorables à l'exportation des produits manufacturés à forte valeur ajoutée et à l'importation de matières premières pour être transformées par des artisans ou des ouvriers nationaux. L'objectif est, bien évidemment, d'aboutir à un excédent de la balance commerciale. Certains Mercantilistes, enfin, sont également partisans du contrôle des changes, car la valeur de la monnaie influe sur l'équilibre de la balance commerciale. Dès cette époque, le désir d'expansion économique hors des frontières nationales se fait clairement

⁶ Pour le Mercantilisme (16-18^{ème} siècles), l'enrichissement du souverain équivaut à celui de la nation, et pour enrichir la nation il faut par tous les moyens chercher à obtenir une balance commerciale excédentaire : Colbert (1616-1683), Vauban (1633-1707), Law (1671-1729).

sentir. Montchrétien (1576-1621), par exemple, est favorable à l'implantation de « nouvelles France ». L'expansion du commerce international va d'emblée de pair avec la colonisation de nations et de territoires économiquement moins avancées. Les grandes compagnies commerciales européennes, alimentées par la production des manufactures et des ateliers artisanaux, sillonnent alors les mers du globe pour y commercer, mais aussi pour diffuser leur conception religieuse du monde et un ordre hiérarchique s'impose à leurs yeux entre les peuples.

Les préoccupations des Physiocrates⁷ sont en revanche largement tournées vers l'intérieur, la terre devenant à leurs yeux, l'unique source de richesse⁸. Les Physiocrates prennent donc le contre-pied des analyses mercantilistes pour privilégier ce que les économistes des années 1970 appelleraient volontiers un développement autocentré. Mais, si la question du commerce international est occultée par celle de l'agriculture, le libre-échange se substitue au protectionnisme des Mercantilistes : liberté des contrats, d'entreprendre, commerciale, de circulation des produits. Précisons toutefois, que l'État doit encourager (c'est-à-dire créer un cadre institutionnel favorable) les exportations de produits agricoles pour procurer aux agriculteurs des revenus supplémentaires. Il semble donc difficile de parler de développement autarcique. En revanche, il convient à leurs yeux de décourager les exportations de produits manufacturés. « Laisser-faire, laisser-passer », le marché doit se développer sans entraves et l'État n'a pour mission que de défendre l'ordre naturel. Cette conception de l'ordre économique et social est reprise par les Classiques dès la fin du 18^{ème} siècle. La théorie classique accompagne l'industrialisation de la Grande-Bretagne⁹.

A. SMITH (1723-1790) et D. RICARDO (1772-1823), reflètent dans leurs conceptions la position dominante de la Grande-Bretagne dans le commerce international. L'Angleterre est alors selon l'expression consacrée l'« atelier du monde », SMITH puis RICARDO en donneront la justification théorique. La « théorie des avantages absolus » (SMITH) et celle « des avantages comparatifs » (RICARDO) montrent en prenant en compte la quantité de travail nécessaire (absolue ou relative) pour la fabrication d'un bien, qu'un pays a toujours intérêt à se spécialiser dans la production et le commerce des biens pour lesquels il dispose d'un avantage (absolu ou relatif en termes de quantité de travail incorporée). Une division internationale du travail entre les différentes parties du monde est alors tout à fait justifiée sur le plan théorique et politique, puisque les pays exportent les biens qu'ils produisent facilement, mais importent les autres. La division internationale du travail s'opère entre pays industriels (Grande-Bretagne et France dans un premier temps) et pays agraires (le reste du monde à cette époque). La question de l'importation libre de blé en Angleterre est révélatrice des choix politiques et économiques de cette époque, puisqu'il s'agissait d'importer du blé afin de maintenir le coût de reproduction de la force de travail des ouvriers anglais de l'industrie à un niveau très bas pour être en mesure d'inonder le marché mondial de produits « made in UK ». Enfin, la manufacture d'épingles d'A. Smith s'inscrit bien dans le même cadre de réflexion : division horizontale et verticale du travail caractéristique de la grande entreprise pour accroître la productivité du travail.

⁷ Père de la Physiocratie, F. Quesnay (1694-1774) est connu pour avoir conçu les fondements de la comptabilité nationale. La terre est source de toute richesse (et non le commerce) et il faut laisser faire le marché. L'État doit laisser ses sujets s'enrichir.

⁸ Il est vrai qu'au milieu du 18^{ème} siècle, la France vient de perdre une importante partie de son domaine colonial, et les guerres l'ont placé dans une situation financière difficile.

⁹ Pendant trois quarts de siècle, les économistes classiques vont imposer leurs vues au reste du monde. Ils seront largement traduits à partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, en particulier en chinois et en japonais. Ces peuples d'Asie ont, il est vrai, subi les assauts économiques et guerriers des grandes nations européennes.

2-2 Les entreprises oligopolistiques organisent le marché mondial

Le courant libéral du 19^{ème} siècle ne pose pas la question de l'internationalisation de la production alors que les entreprises multinationales existent¹⁰. Le fameux modèle HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson), du nom de trois économistes qui lui ont successivement donné forme, en partant des idées de D. Ricardo sur la théorie des avantages comparatifs, en constitue un élément de réponse dans le cadre du modèle de référence, celui de la concurrence pure et parfaite. En résumé, développement des échanges internationaux ou investissement étranger direct, l'ouverture internationale est toujours positive.

Après la Seconde guerre mondiale et jusqu'aux années 1980, ces questions seront cependant pratiquement occultées par, d'une part, celle de la reconstruction de l'Europe ; d'autre part, par celle du sous-développement des ex-colonies accédant alors massivement à l'indépendance. Mais, en cette période de forte croissance économique dans la plupart des pays de la planète, les idées libérales sont occultées par les idées keynésiennes privilégiant l'interventionnisme étatique. Certes, au lendemain de la guerre des organisations internationales, comme le GATT¹¹, ont été créées dans le but de développer les échanges internationaux, mais à l'intérieur des économies nationales, l'État est aux commandes en guidant, voire en planifiant l'expansion économique du pays. Production de masse/consommation de masse, les grandes entreprises se développent au niveau international en intégrant toutes les étapes de la production, mobilisant des masses de capitaux et de salariés¹² de plus en plus importantes sous la domination de la « main visible des managers » (CHANDLER, 1977) ou de la « technostructure » (GALBRAITH, 1968). La grande entreprise (américaine) déborde largement de son cadre national, la Théorie de l'internationalisation sectorielle de R. VERNON (MICHALET, 1985), qui induit une dynamisation de la spécialisation internationale, le montre clairement. En partant du cycle de vie du produit, selon laquelle un produit naît, se diffuse progressivement, puis meurt car la demande stagne parce que les consommateurs sont, dans une large majorité, équipés. L'exportation de ce produit permettra à la firme de redonner une nouvelle vie à son produit. Un premier déplacement se fera donc des États-Unis vers l'Europe. Puis, le même phénomène se produisant en Europe, la firme sera conduite à se délocaliser en créant une unité de production dans le tiers monde qui ne connaît pas encore le produit en question. La main-d'œuvre bon marché du tiers monde permettra en outre de réduire les coûts de production et de relancer la demande. De cette façon les entreprises voyagent du Nord vers le Sud, en diffusant leurs produits et leurs capitaux. Mais, l'écart, quoique dynamique, se maintient¹³.

A partir du début de la décennie 1980, la réflexion économique commence à changer de façon radicale. C'est le moment où la crise ne semble plus pouvoir être jugulée par des mesures budgétaires, mais où elle s'impose comme une crise durable nécessitant une transformation

¹⁰ F. Braudel montre clairement que le capitalisme du 16^{ème} siècle est maillé par un réseau de grandes familles de banquiers et de marchands. L'entreprise américaine Colt implante une usine à Londres en 1852. L'allemand Bayer s'installe aux États-Unis en 1865, Singer à Glasgow en 1867 (WILKINS, 1970).

¹¹ GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé en 1947 pour favoriser l'essor du libre-échange, remplacé en 1995 par l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

¹² En 1984, IBM avait atteint un effectif maximal de 400 000 salariés (qui n'étaient plus que 240 000 en 1994). De même General Motors comptait 270 000 salariés au début des années 1980 (contre 210 000 dix ans plus tard) (BAIROCH, 1997, tome 3, page 397).

¹³ Ce qui pose la question des transferts de technologie Nord-Sud qui a fait couler tant d'encre pendant les années 1970, et qui a été en partie conclue par A. Emmanuel (EMMANUEL, 1969, 1980), alors marxiste, en affirmant que la technologie seule capable de sortir les pays sous-développés de leur état est la technologie la plus intensive en savoir.

radicale des façons de produire et de travailler : privatisation des entreprises publiques, libéralisation des marchés des capitaux, du travail, des marchandises..., remise en question de l'Etat social.

Le vocabulaire économique change également, alors que l'on parlait d'« internationalisation », on parle à présent de « globalisation » ou de « mondialisation ». Cette évolution lexicale reflète aussi des dimensions nouvelles du phénomène (internationalisation des marchés financiers et développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication). Les organisations internationales (FMI, Banque mondiale) conseillent alors aux États surendettés (conséquence de l'échec des politiques de développement de l'après colonisation) de s'ouvrir au commerce international pour collecter les dollars nécessaires pour faire face à leurs engagements financiers (*cf.* programmes d'ajustement structurel, consensus de Washington)¹⁴. Le monde devient officiellement un immense marché. La mondialisation est parée de toutes les vertus (KRUGMAN, 1998), elle *n'est pas coupable*, mais pousse simplement chaque État, chaque firme, chaque individu à devenir plus créatif, plus productif, en lui démultipliant sa capacité d'initiative !

2-3 Nier le marché pour exister

L'idée sous-jacente défendue par les économistes libéraux depuis le 19^{ème} siècle (WALRAS, 1988) est que l'économie fonctionnerait selon le schéma néoclassique de base, celui de la concurrence pure et parfaite, justifiant implicitement les politiques de libéralisation¹⁵. Or, les divergences sont manifestes entre la réalité économique et le modèle économique basique de la concurrence pure et parfaite, fondé sur les cinq hypothèses suivantes : (i) atomicité du marché ; (ii) homogénéité du produit ; (iii) transparence, libre circulation de l'information ; (iv) substituabilité des facteurs de production et (v) libre entrée/sortie du marché. Mais, rappelons au lecteur les analyses sur le « socialisme de marché » pendant les années 1960 démontrant que le meilleur commissaire-priseur possible était... l'Etat !

Reprenons ces cinq hypothèses une à une :

Si l'existence même des entreprises multinationales atteste du non respect de l'hypothèse d'*atomicité du marché*, d'un autre côté, les petites entreprises centrées sur des marchés locaux n'ont pas disparu. Le modèle marshallien de séparation entre les grandes entreprises bureaucratiques et routinières, habituées aux économies d'échelle et les petites entreprises, dynamiques et innovatrices est aussi très éloigné de la réalité économique. Les entreprises, quelle que soit leur taille, entretiennent des relations d'échange, de concurrence, de coopération, etc. (CASTELLS, 1999 ; PIORE, SABEL, 1985). Le schéma de la firme-réseau en constitue une bonne illustration. Selon l'analyse de R. Coase (COASE, 1937) et O. Williamson (WILLIAMSON, 1965, 1985) démontrant les avantages et les inconvénients de « faire » et de « faire-faire ». S. HYMER (HYMER, 1968) fut le premier à relier la théorie de l'internationalisation et celle des coûts de transaction pour expliquer l'existence des grandes entreprises multinationales. L'investissement étranger direct est un transfert de capital, alors que la firme multinationale est un moyen d'étendre le contrôle managérial à des activités dans plus d'un pays et de les coordonner. Les coûts de transaction

¹⁴ La notion de consensus de Washington a été forgée en 1989 par l'économiste américain John WILLIAMSON pour indiquer les politiques à suivre dans le redressement de l'Amérique latine. On l'a reprise par la suite pour désigner le programme libéral des politiques d'ajustement structurel.

¹⁵ L'actualisation de l'économie de l'offre avec la théorie fiscale de R. Laffer à la fin des années 1970 en constitue une illustration sans équivoques.

résultent de défaillances du marché telles que l'impossible contact entre les acheteurs et les vendeurs, la non spécificité du produit, les délais de livraison non respectés et des coûts pour faire respecter les contrats en justice. Ils peuvent être augmentés par des effets externes, des économies d'échelle, des situations d'incertitude ou des interventions de l'Etat. Si les coûts de transaction dépassent ceux de la coordination au sein de l'organisation, la firme internalise le marché : la firme multinationale remplace l'exportation par l'investissement étranger direct. La taille de la firme multinationale augmente avec l'internalisation (investissement étranger direct, filiales) et donc les coûts d'organisation augmentent. La firme multinationale répond aux coûts croissants d'organisation par l'octroi d'une licence, un accord de sous-traitance ou autre (externalisation). Elle substitue ainsi au marché international un marché interne, soumis à une hiérarchie. Elle utilise le marché interne pour fixer les prix de ses transferts avec les filiales, minimiser la charge fiscale, contrôler les flux de capitaux, d'intrants et de produits, maîtriser ses services après-vente à l'étranger, et ce d'autant plus que l'Etat crée des imperfections sur le marché : élévation des droits de douane, contrôle des prix, du rapatriement de profit, du contenu local.

Les produits des multinationales ne sont pas *homogènes*. La publicité et le progrès technique ont fait leur œuvre. L'exemple caricatural en la matière est très certainement l'automobile, quoique l'industrie agroalimentaire n'est rien à lui envier, entre les produits traditionnels, les produits biologiques, les produits pour maigrir. Tous ont été conçus pour être commercialisés dans tous les recoins de la planète. Mais, lorsque George Eastman crée son entreprise à la fin du 19^{ème} siècle, il faut en sorte que le nom de sa société puisse être prononcé sans difficultés majeures dans n'importe quelle langue !

Les marchés ne sont pas transparents. Les consommateurs ont une connaissance imparfaite de l'offre. Leurs décisions d'achat sont prises dans un contexte d'information imparfaite et d'incertitude. La théorie des jeux, celle de l'ignorance ou encore de la rationalité limitée ont largement conduit à modérer la portée de cette hypothèse. L'incertitude est consécutive au fonctionnement des marchés, comme l'a montré entre autres R. Cantillon au début du 18^{ème} siècle. L'incertitude est intimement liée au risque, raison d'être de l'entrepreneur... Or, dans la théorie de Léon WALRAS (WALRAS, 1988), l'entrepreneur disparaît en tant que tel. D'un autre côté, si nous formulons l'hypothèse de la planification du marché par les grandes entreprises, l'hypothèse de transparence peut-elle être vérifiée ? Ce n'est pas simple. A moins de faire une autre hypothèse, celle formulée par J. K. GALBRAITH (GALBRAITH, 2004, 1983, 1978, 1974, 1968) de la filière inversée. Les entreprises ne répondent pas aux attentes des consommateurs en leur offrant un produit correspondant à leurs attentes. J. K. GALBRAITH considère au contraire que ce sont les entreprises qui définissent la demande. Elles fixent l'offre et orientent du même coup la demande des consommateurs grâce à un message publicitaire approprié.

Les facteurs de production sont-ils parfaitement substituables ? Les entreprises cherchent à comprimer le coût du travail, les salariés au contraire sont désireux de gagner davantage. Selon quels paramètres s'effectue le rapport de forces ? Parmi les divers moyens dont disposent les dirigeants d'entreprise pour réduire les coûts salariaux, on trouve le chômage, l'automatisation qui engendre une déqualification du travail, l'embauche d'une main-d'œuvre immigrée ou encore la délocalisation d'unités de production vers des pays dits à bas salaires. Le droit du travail, qui s'est lentement constitué depuis la fin du 19^{ème} siècle, est aujourd'hui remis en cause, en d'autres termes, modernisé. L'industrialisation, depuis cette période, s'est appuyée sur l'essor du salariat, qui n'était pas alors synonyme de stabilité et de réussite sociale (CASTEL, 1995). Au contraire. Le salarié était à la fin du 19^{ème} siècle, un travailleur

pauvre et précaire (VERRET, NUGUES, 2000). Il pouvait être au demeurant un homme, une femme ou bien encore un enfant, et même très jeune. La réduction du temps de travail, dans ses trois dimensions, journalière (8 heures), annuelle (congrés payés) et sur la vie (la retraite), est (et le reste aujourd'hui) un des enjeux majeurs des conflits sociaux depuis le 19^{ème} siècle. Le risque physique était partie intégrante de la vie ouvrière. La première loi sur les accidents du travail en France date de 1898. Mais, l'insécurité sociale est aussi marquée par le flou qui caractérise le monde ouvrier et celui de la petite entreprise. Nombre d'entrepreneurs de la révolution industrielle étaient d'anciens ouvriers, qui ont cherché à valoriser une idée et/ou un savoir-faire technique (GILLE, 1978). A l'heure actuelle, dans les pays en développement, en l'absence d'Etat social, la création d'une entreprise est souvent le moyen de créer son propre emploi (BOUTILLIER, UZUNIDIS, 1998, 1999, 2002 ; BOUTILLIER, LAPERCHE, UZUNIDIS, 2004). Pourtant, l'emploi salarié se développe de façon considérable depuis ces vingt dernières années grâce aux entreprises multinationales : en 1992, les entreprises multinationales salarieraient 73 millions de personnes dans le monde dont 29 millions en dehors de leur pays d'origine, contre 86 millions en 1998 dont 36 millions à l'étranger. Or, la durée du travail est en moyenne de 20 à 50% plus longue dans les filiales des firmes multinationales localisées dans les pays en développement que dans les filiales des pays industrialisés (ANDREFF, 2003 ; GRESEA, 1998). Peut-on parler à l'image de M. VERRET (VERRET, 1995) de la mondialisation de la classe ouvrière ? Les politiques d'aide à la création d'entreprise qui sont menées par les gouvernements des pays industrialisés et en développement visent précisément d'une part à créer des emplois salariés, qui font défaut, d'un autre côté, la création de petites entreprises s'inscrit dans la dynamique des grandes entreprises, des firmes réseaux (UZUNIDIS, 2004).

3- MONDIALISATION, FIRME-RESEAU ET SOCIALISATION DE LA PRODUCTION

3-1 Développement du capitalisme industriel, progrès technique et marchés financiers

Avant K. MARX, les théoriciens classiques anglais (A. SMITH et D. RICARDO) avaient formulé des hypothèses très pessimistes sur le devenir du capitalisme. La théorie de l'état stationnaire, à laquelle est rattachée la question de la disparition des opportunités d'investissement, mobilise leur attention. Tous deux réfléchissent dans le cadre britannique du capitalisme industriel naissant. La taille des entreprises augmente. Les exportations augmentent, ainsi que les investissements britanniques à l'étranger *via* la colonisation. Les grandes entreprises se mécanisent, mais les petites entreprises ne disparaissent pas. La question est cependant plus complexe, car le capitalisme se transforme. Les investissements importants rendus nécessaires par le progrès technique (industrie sidérurgique et métallurgique, chemin de fer, automatisme industriel, etc.) ont été à l'origine d'innovations financières majeures. La société anonyme prend à partir du début du 19^{ème} siècle une place très importante dans l'économie des pays de l'Europe septentrionale¹⁶. A. SMITH professe que le développement de la société anonyme va entraîner la disparition du sentiment de propriété sur lequel repose le capitalisme.

¹⁶ Certes les sociétés de capitaux remontent aux grandes découvertes lorsque l'Europe intensifie ses relations commerciales avec le reste du monde. Pour commercer avec des contrées lointaines, il faut des capitaux. Les marchands-entrepreneurs se livrent alors à de subtils montages financiers et obtiennent aussi le soutien des Etats qui y trouvent aussi leur compte. D'une manière générale, il faut attendre la fin du 19^{ème} siècle pour que le cadre juridique de la société anonyme soit défini.

K. MARX est le témoin des transformations majeures touchant les économies européennes (en particulier l'Angleterre, la France et l'Allemagne) et les Etats-Unis. A partir du début du 19^{ème} siècle, la force de la machine à vapeur et de l'industrie mécanique démultiplie dans des proportions considérables la productivité du travail humain. Comme A. SMITH, K. MARX est perplexe face au développement des sociétés anonymes, très certainement pour des raisons différentes. La théorie du matérialisme historique enseigne que l'histoire des sociétés humaines est traversée par des mouvements contradictoires entre les rapports sociaux de production et les forces productives. Partant du communisme primitif, l'humanité achève son évolution avec le mode de production communiste. A chaque étape, l'organisation économique et sociale se transforme. Le capitalisme est le produit de cette évolution. Il est une étape donnée dans un long processus historique. Le capitalisme, comme le féodalisme qui l'a précédé, doit disparaître sous le poids de ses contradictions : la baisse tendancielle du taux de profit et l'augmentation de la composition organique du capital.

L'analyse de MARX sur l'évolution du capitalisme s'inscrit dans son explication de la crise et de l'expansion nationale et mondiale du capitalisme, moments différents d'une même dynamique. Les crises répétées du capitalisme ne sont pas la conséquence de désajustements temporaires régulés par le jeu de l'offre et de la demande. La crise fait partie de la dynamique du capitalisme. Elle n'est pas le produit d'un événement exogène, imprévu ou imprévisible, car rien n'est exogène qu'il s'agisse de l'augmentation du prix de telle ou telle matière première, de telle invention ou encore d'une guerre. Tous ces événements s'inscrivent dans l'accumulation capitaliste. La crise a une fonction, elle est nécessaire à la reproduction élargie de l'économie capitaliste : la restauration des taux de profit, contrepartie de la dévalorisation du capital. Dans un mouvement dialectique, les crises successives affaiblissent le capitalisme, mais elles créent également les conditions de nouvelles opportunités d'investissement et donc de profit pour les investisseurs. Au cours de chaque crise, une redistribution des cartes s'opère entre les investisseurs effectifs ou potentiels (faillites des plus faibles, nouveaux arrivants, rachats et fusions), de nouveaux marchés sont créés grâce à la commercialisation de marchandises nouvelles, fruits du progrès technique : « l'accumulation accélère la baisse du taux de profit dans la mesure où elle implique la concentration du travail sur une grande échelle, d'où une composition plus élevée du capital » (MARX, 1976, livre III, page 236). La dépréciation périodique du capital existant permet de parer à la baisse du taux de profit, car celle-ci est la conséquence de l'augmentation de la masse de capital employée. « Par conséquent avec le développement du mode de production capitaliste, le taux de profit diminue, alors que sa masse augmente, à mesure qu'augmente la masse de capital employé » (MARX, 1976, livre III, page 242). C'est en fait une perpétuelle fuite en avant car « le capitaliste qui emploie des méthodes de production plus perfectionnées, mais qui ne sont pas encore généralisées, vend au-dessous du prix du marché, mais au-dessus de son prix de production personnel ; ainsi le taux de profit augmente pour lui jusqu'à ce que la concurrence compense cet avantage, puis vient une période d'équilibre pendant laquelle se produit le deuxième phénomène, l'accroissement du capital investi (...) » (MARX, 1976, livre III, pages 246-227).

Parmi les différents outils que le capitalisme génère pour lutter contre la baisse du taux de profit le commerce international et l'augmentation du capital en actions occupent une place importante¹⁷. Le développement industriel et technologique alimente les innovations financières et *vice versa* : « Le monde se passerait encore de voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent arrondis par l'accumulation

¹⁷ Parmi les autres outils citons l'augmentation du degré d'exploitation du travail, la réduction du salaire au dessous de sa valeur, la baisse du prix des éléments du capital constant, la surpopulation relative.

pour être en état de se charger d'une telle besogne. La centralisation du capital au moyen des sociétés par actions y a pourvu, pour ainsi dire, en un tour de main. En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable ou occasionnent un décroissement dans la demande relative de travail » (MARX, 1976, livre I, pages 448-449). Ces transformations accroissent le caractère social de la production. La propriété privée se développe sous une base collective, et non plus seulement individuelle, remettant en question l'un des piliers du capitalisme : la propriété privée individualisée. Seule la collecte des dividendes se fait selon la base de l'appropriation privative individuelle. Ce qui signifie pour K. MARX, la négation même du capitalisme¹⁸.

Le développement des sociétés par actions a une double raison, contradictoire. D'un côté, il apporte au capitalisme de nouvelles ressources financières, de l'autre il contribue à sa négation, en remettant en question la nature individuelle de la propriété capitaliste. En ce milieu du 19^{ème} siècle, il pose les pierres de ce qui sera au 20^{ème} siècle, la théorie du capitalisme managérial (BERLE, MEANS, GALBRAITH, CHANDLER). K. MARX distingue en effet cinq conséquences majeures de la constitution des sociétés par actions sur le fonctionnement de l'économie capitaliste (page 408, livre III) : (i) *Raisons techniques* : extension énorme de l'échelle de la production qui aurait été impossible à des capitaux isolés ; (ii) *Transformation de la propriété privée* : les sociétés de capitaux sont possédées collectivement et non plus individuellement ; (iii) *Transformation de la fonction capitaliste* : le capitaliste n'a plus réellement de rôle actif. Il devient un simple dirigeant et administrateur du capital d'autrui ; (iv) *Division des tâches entre propriété et gestion du capital* : le pouvoir de décision économique se soustrait de la propriété privée du capital. A l'intérieur du capital, une division des tâches s'instaure. La production se bureaucratise. La propriété individuelle se mue en une propriété collective ; (v) *Renforcer la division des tâches entre conception et fabrication* : la croissance de la taille des entreprises est (en partie) rendue nécessaire par de nouveaux progrès scientifiques et techniques. Ceux-ci, appliqués à l'industrie, entraînent un renforcement des spécialisations, une division des tâches de plus en plus fine entre concept et fabrication. La science devient ainsi une « branche des affaires ».

Les économistes et théoriciens marxistes de la fin du 19^{ème} siècle et du début du 20^{ème} siècle, comme V. LENINE (1870-1924) et R. LUXEMBURG (1870-1919) ont prolongé l'analyse de MARX en mettant pour le premier l'accent sur les mouvements de capitaux, et pour la seconde, sur l'engrenage des pays non capitalistes dans le mouvement de la mondialisation et surtout sur la diffusion du mode de production capitaliste au niveau international. Ce ne sont donc plus seulement les échanges de marchandises qui sont pris en compte, mais également les flux de capitaux, mais aussi la diffusion au niveau international d'une façon de produire. Pour K. KAUTSKY (1854-1938), le monde sera un jour dirigé par une poignée de firmes multinationales, qui se partageront le monde et procéderont à une sorte de planification internationale de la production. Le capitalisme sera alors géré comme une entreprise géante, oubliant que les positions concurrentielles ne sont pas figées en raison notamment des progrès constants des technologies. KAUTSKY fut critiqué par N. BOUKHARINE (1888-1938) pour qui l'impérialisme est indissociable de la concurrence et considérant que les positions oligopolistiques ne sont jamais acquises. Dans son *Histoire de l'analyse économique*, J. A. SCHUMPETER écrit que R. HILFERDING avait répudié la théorie de l'effondrement du

¹⁸ « C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple base transitoire vers une forme nouvelle de production ». *Idem*, livre III, page 410.

capitalisme. Il alla jusqu'à soutenir, selon J. A. SCHUMPETER (SCHUMPETER, 1953, livre III, page 119), que la société capitaliste, laissée à elle-même, consoliderait de jour en jour sa position et se pétrifierait en une espèce d'organisation féodale ou hiérarchique. J. A. SCHUMPETER pose dans *Capitalisme, Socialisme et démocratie* et dans *Histoire de l'analyse économique*, la question de la survie du capitalisme et de l'existence (possible) du socialisme. Dans le second de ces deux ouvrages (SCHUMPETER, 1953, tome 3, page 167), il se réfère à OSKAR LANGE qui défend l'idée d'un socialisme de marché. Contrairement à ce que l'on pourrait penser les socialistes se sont appuyés sur la théorie de l'équilibre général de L. WALRAS pour tenter de prouver la viabilité théorique et pratique d'une économie socialiste. Selon O. LANGE, un Bureau Central de Planification dans une société socialiste pourrait jouer le rôle du commissaire-priseur de L. WALRAS. Au début du 20^{ème} siècle, T. VEBLEN, après avoir fondamentalement critiqué les « propriétaires absents » de la société anonyme, avait lui aussi imaginé une nouvelle société dirigée par un « soviet des ingénieurs » où les dirigeants seraient essentiellement des administrateurs rationnels de l'économie.

3-2 Socialisation du capital et de la production, crise du capitalisme¹⁹

Les cinquante premières années du 20^{ème} siècle ont été très mouvementées et tragiques : guerres mondiales, guerres civiles, révolutions, dictatures. Pendant cette période, le capitalisme industriel s'est encore renforcé. Les entreprises sont devenues gigantesques, mobilisant des milliers de salariés qui actionnent de puissantes machines mues par la force électrique ou encore pétrolière ou nucléaire. De nouveaux biens industriels ont fait leur apparition : avion, automobile, ampoule électrique, téléphone, radio, etc. J. A. SCHUMPETER, qui écrit et vit pendant cette période, est très fortement marqué par ces bouleversements économiques, technologiques et politiques. Il en résultera, à la fin de sa vie, une analyse très pessimiste sur le devenir du capitalisme, évolution qu'il considère non comme souhaitable, mais comme inévitable. C'est le constat qu'il dresse.

Les changements économiques et politiques sont tels après la première guerre mondiale qu'ils provoquent une révolution théorique chez les économistes néo-classiques. L'analyse économique est marquée pendant la première moitié du 20^{ème} siècle par la remise en question un modèle néo-classique de base, celui de la concurrence pure et parfaite et des conclusions qui en découlent en particulier sur la réalisation d'une situation d'équilibre. L'imperfection du marché et le monopole font leur entrée dans l'espace de l'économie politique néo-classique. L'économiste britannique J. ROBINSON avait également mis en évidence l'existence d'une *concurrence monopolistique* (1933) et E. CHAMBERLAIN d'un *monopole discriminant* (1933). L'économie du bien-être de C. PIGOU (*cf. externalités*) et la théorie de l'équilibre partiel d'A. MARSHALL, notamment, réduisant de façon considérable les portées théoriques du modèle de la concurrence pure et parfaite (*cf. équilibre partiel*).

Mais, déjà avant la première guerre mondiale, J. A. SCHUMPETER, en tant qu'économiste libéral, avait jeté le discrédit sur l'analyse néo-classique, incapable de formuler une explication satisfaisante de la dynamique du capitalisme (dynamique croissance/crise), en bref du mouvement de l'économie qui fonde l'œuvre de MARX. J. A. SCHUMPETER invente l'entrepreneur dans l'ouvrage fort connu, *Théorie de l'évolution économique*, qui paraît en 1912, ouvrage qui fonda sa renommée. Son œuvre est celle d'un économiste, non d'un

¹⁹ Voir à ce propos l'article très intéressant de M. MARCHESNAY, Galbraith : d'un institutionnalisme à l'autre ? Quelques propos sur « Les mensonges de l'économie », *Innovations, Cahiers de l'économie de l'innovation*, N°23, 2006-1, à paraître.

historien. Il invente l'entrepreneur pour des raisons théoriques, pour remédier aux limites du modèle statique de la concurrence pure et parfaite. L'entrepreneur schumpetérien est l'agent économique qui réalise de nouvelles combinaisons de facteurs de production qui correspondent à autant d'opportunités d'investissement. Il est le moteur de l'économie capitaliste. Il personnifie la dynamique du changement capitaliste. Le progrès industriel et technologique. Ces combinaisons sont au nombre de cinq²⁰.

En 1942, qu'est devenu l'entrepreneur ? J. A. SCHUMPETER publie *Capitalisme, socialisme et démocratie*. En pleine seconde guerre mondiale, J. A. SCHUMPETER pose la question : le capitalisme peut-il survivre ? Et répond non, MARX avait raison ! On imagine aisément l'effet d'une telle affirmation. J. A. SCHUMPETER reprend les arguments de K. MARX sur deux points majeurs : le progrès technique entraîne l'augmentation de l'échelle de production ; le développement de la société anonyme : la société anonyme apporte au capitalisme les capitaux indispensables au développement de la grande industrie. L'entrepreneur disparaît avec l'émergence de la grande entreprise²¹. « Le progrès technique devient toujours davantage l'affaire d'équipes de spécialistes entraînés qui travaillent sur commande et dont les méthodes leur permettent de prévoir le résultats de leurs recherches » (page 181). L'entrepreneur qui était le moteur du capitalisme aux temps héroïques a été remplacé par une équipe de spécialistes dont la tâche essentielle est d'innover. Le progrès technique est développé par une organisation bureaucratique. Le capitalisme devient impersonnel. L'organisation a remplacé l'individu. L'apparition de la propriété privée collective annihile l'esprit d'initiative et la volonté d'enrichissement qui a porté le capitalisme. L'esprit d'entreprise disparaît, l'entreprise n'offre plus désormais un terrain d'opportunités économiques, mais aussi d'épanouissement professionnel et personnel, au profit d'une organisation bureaucratique. « L'évolution capitaliste, en substituant un simple paquet d'actions aux murs et aux machines d'une usine, dévitalise la notion de propriété. Elle relâche l'emprise naguère si forte, du propriétaire sur son bien, d'abord en affaiblissant son droit légal et en limitant sa possibilité effective d'en jouir comme il l'entend ; ensuite, parce que le possesseur d'un titre abstrait perd la volonté de combattre économiquement, politiquement, physiquement pour « son » usine, pour le contrôle direct de cette usine et, s'il le faut, de mourir sur son seuil. » (SCHUMPETER, 1979, pages 193-194).

3-3 Firmes oligopolistiques, le poids de la bureaucratie

En publiant à la fin des années 1960, *Le nouvel état industriel*, J. K. GALBRAITH s'inscrit d'emblée contre la théorie néoclassique, tout en poursuivant les analyses marxiste et schumpetérienne, pour critiquer le modèle de la concurrence pure et parfaite. La formation d'une situation de monopole n'est pas écartée, mais elle correspond soit à une aberration, soit à une situation temporaire. Le retour à la normale (sous-entendu l'atomicité du marché) n'est qu'une question de temps, sauf peut-être dans des situations de monopole naturel. L'analyse galbraithienne du capitalisme américain s'inscrit dans le cadre particulier de la guerre froide entre les Etats-Unis et l'URSS. Le capitalisme américain est alors dominé par une poignée de grandes firmes dirigées par une équipe composée d'actionnaires et de managers. L'innovation naît des travaux du service de recherche-développement de l'entreprise, lequel est souvent

²⁰ Fabrication d'un bien nouveau, introduction d'une méthode de production nouvelle, ouverture d'un débouché nouveau, conquête d'une nouvelle source de matières premières ou de produits semi-ouvrés, réalisation d'une nouvelle organisation (création d'une situation de monopole) (SCHUMPETER, 1935, page 95).

²¹ La grande entreprise, rappelons au lecteur, repose sur la séparation entre travail d'organisation et de production qui est à la base de l'automatisation du travail et est dirigée par une équipe bicéphale, les managers et les actionnaires (séparation entre gestion et propriété du capital).

étroitement lié à l'Etat en raison de l'importance de la recherche militaire. Grâce à leur grande taille, ces entreprises cherchent à contrôler l'incertitude propre au fonctionnement du marché développant ainsi des moyens de contrôle du marché par le biais de la... planification.

Résumons-nous : Contrairement aux principes définis par les économistes néoclassiques, J. K. GALBRAITH montre que l'économie des pays industrialisés capitalistes, et plus particulièrement des Etats-Unis est marquée par : (i) *La domination d'une poignée de grandes entreprises* très puissantes qui planifient le marché mondial ; (ii) *La présence de firmes de petites dimensions*, importantes en nombre mais marginales en termes de création de richesses, mais non pour l'équilibre global du système économique. Ces petits entrepreneurs sont à la fois propriétaires et gestionnaires du capital qu'ils valorisent. Ils n'agissent pas dans un marché de concurrence pure et parfaite, mais dans des marchés dominés par de grandes entreprises ; (iii) *La disparition de l'entrepreneur* dans les grandes entreprises remplacé par la division entre la propriété (les actionnaires) et la gestion du capital (les managers), la *technostructure*. Le manager (salarié et non propriétaire de l'entreprise) maximise le profit de l'actionnaire (profit redistribué sous forme de dividendes). En revanche, dans la théorie néo-classique, l'entrepreneur est aussi le propriétaire du capital qu'il valorise. Il maximise ainsi son propre profit ; (iv) *Par le développement de moyens de planification pour minimiser l'incertitude née du fonctionnement même des marchés*. Les économistes fondateurs de la théorie de l'entrepreneur (R. CANTILLON, J-B. SAY et J. A. SCHUMPETER) ne prétendaient-ils pas que l'entrepreneur était l'agent économique qui supporte le risqué né de l'incertitude propre au fonctionnement des marchés ? La combinaison entre d'une part la remise en cause de l'hypothèse d'atomicité du marché, d'autre part l'idée que la (grande) entreprise planifie le marché conduit inévitablement à remettre en cause l'existence même du... capitalisme ! Ceci à un iota près : la propriété privée ne disparaît pas mais elle se collectivise. Si l'entreprise est dirigée par des gestionnaires : qui prend les décisions ? Qui définit la stratégie de l'entreprise ? Les gestionnaires et les actionnaires partagent-ils le même objectif ? Profit maximum ? Dividendes ? Croissance de l'entreprise ? (v) *Par certaines similitudes organisationnelles et technologiques avec le socialisme*. Le développement de la grande entreprise, aux Etats-Unis comme en Union Soviétique, suppose le développement d'une vaste bureaucratie. La gestion d'une entreprise de taille importante nécessite une multitude de compétences en raison de la spécialisation des savoirs techniques qui sont les mêmes en URSS ou aux Etats-Unis. (vi) *Le rôle de l'Etat : J. K. GALBRAITH met en évidence l'étroitesse des liens entre l'Etat et les grandes entreprises* en raison notamment de l'augmentation des dépenses d'armement. La course aux armements profitent de façon considérable aux grandes entreprises, contribuant à stabiliser leur activité sur une longue période, remédiant partiellement à l'incertitude endémique du marché.

3-4 De l'organisation oligopolistique de la production à la firme-réseau

A. BERLE et G. MEANS (BERLE, MEANS, 1932) l'avaient déjà montré dans les années 1930, le capitalisme américain est managérial. Les grandes entreprises ne sont plus dirigées par des individus mais par une bureaucratie. La technostructure s'est substituée à l'entrepreneur. J. K. GALBRAITH écrit dans *Le nouvel état industriel* que ce n'est pas un individu de génie qui a rendu possibles des vols lunaires, mais une bureaucratie. L'entrepreneur idéalisé par J. B. SAY ou J. A. SCHUMPETER (dans *Théorie de l'évolution économique*) n'est plus. L'entreprise n'est plus dirigée par un seul individu remettant du même coup en cause le principe de la maximisation du profit selon le principe du calcul économique individualiste (l'entrepreneur maximise son profit et le consommateur son utilité). Le capital d'une entreprise n'est plus la propriété d'un seul individu ou d'une famille.

Il est réparti entre une pléthore d'actionnaires, qui ne participent pas à la gestion de l'entreprise, qui n'ont aucune influence sur ses choix économiques²². Dans *Le nouvel état industriel*, J. K. GALBRAITH cherche donc à apporter des réponses aux contradictions constatées entre l'organisation de l'économie des pays industriels avancés et la théorie économique qui est sensée apporter une grille de lecture pour comprendre la réalité économique. Ce qu'elle ne fait pas selon ses dires. Il est ainsi conduit à affirmer que ce sont K. MARX et les marxistes qui ont le mieux parlé du capitalisme que les économistes libéraux !

J. K. GALBRAITH observe le capitalisme américain. Comment s'est-il transformé depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? La puissance économique, politique, militaire et technologique des Etats-Unis est manifeste. Les changements qui étaient apparus entre les deux guerres mondiales se sont précisés. La concurrence qui l'oppose à l'URSS se traduit par une course aux armements aux dimensions décuplées par le progrès technique (technologie nucléaire, informatique, électronique, etc.). J. K. GALBRAITH constate que la technologie se complexifie. Les délais et les dépenses qui impliquent l'exécution d'une tâche particulière tendent à devenir plus rigides. La technologie nécessite une main-d'œuvre spécialisée entraînant la spécialisation de l'organisation des entreprises. Celles-ci sont donc rigides et doivent de plus pour amortir les investissements très importants qu'elles ont réalisées, conquérir des marchés très vastes. Ce qui ne peut s'improviser, d'où la nécessité de la planification. « Planification », le mot fait presque frissonner en cette période de guerre froide. J. K. GALBRAITH la définit sans états d'âme : il s'agit de faire absorber par l'Etat la majorité des risques.

La grande entreprise doit planifier son activité, décider des choix du consommateur et de ce qu'il va payer pour les satisfaire. Elle doit également prévoir ses besoins en matières premières, en main-d'œuvre... comment les acquérir et les rendre compatibles avec le prix qu'elle va recevoir avec le produit qu'elle commercialise d'autant qu'elle a investi des capitaux très importants en matériels, machines et dépenses de recherche-développement ? En bref, elle doit exercer son contrôle sur ce qu'elle vend et sur ce qu'elle achète, en d'autres termes remplacer le marché par la planification. La firme élimine le marché par l'intégration verticale, en prenant le contrôle de sa source de ravitaillement ou de son débouché. « Des transactions qui étaient sujettes à négociations sur les prix et les quantités sont ainsi remplacées par un transfert dans le cadre de l'unité planificatrice » (GALBRAITH, 1968, page 67). C'est un moyen de combattre l'incertitude du marché bien que celle-ci ne soit pas éliminée, car ainsi la firme remplace une « grande incertitude incontrôlable » par des « incertitudes plus réduites » (GALBRAITH, 1968, page 67). Les relations entre les grandes firmes sont devenues contractuelles précisément pour cette raison : combattre l'incertitude.

J. K. GALBRAITH a le sens de l'humour. En cette période de tensions Est-Ouest, il écrit que ce ne sont pas les socialistes qui sont les ennemis du marché, « ce sont les technologies avancées, avec leurs conséquences inéluctables, la spécialisation des hommes et des processus de production et l'augmentation concomitante des investissements et des délais de gestation industrielle » » (GALBRAITH, 1968, page 73), d'où la conclusion : « la grande firme occidentale et l'appareil moderne de la planification socialiste sont deux variantes qui expriment l'adaptation à un même besoin » (GALBRAITH, 1968, page 73).

²² On connaît en effet l'intérêt que J. K. GALBRAITH accorde aux travaux de T. Veblen et aux « propriétaires absentéistes ».

Pour que la planification soit efficace, la firme doit être de grande taille, lui permettant d'accepter l'incertitude du marché. Le statut de société anonyme permet sur le plan juridique à la firme de la technostructure d'être colossale. La séparation entre propriété et contrôle du capital facilite le développement de l'entreprise. Les actionnaires, les propriétaires du capital de l'entreprise, sont dans les faits évincés au profit des managers. « Bien que les statuts de la société anonyme placent le pouvoir entre les mains de ses propriétaires, les impératifs de la technologie et la planification les en dépouillent pour les transmettre à la technostructure » (GALBRAITH, 1968, page 141). Les propriétaires perdent le contrôle de leur entreprise. Le capitalisme échappe au contrôle des propriétaires, des capitalistes.

La planification soviétique, cependant, est différente de celle des grandes entreprises américaines. L'organisation de l'entreprise soviétique est beaucoup plus simple que celle de son homologue américaine. On ne trouve pas dans l'entreprise soviétique « (...) de services de vente, de marketing, de relations avec les détaillants, de planification de la production, d'approvisionnement, etc. La plupart des postes clés de l'entreprise soviétique sont occupés par des ingénieurs. Ce qui correspond au primat des préoccupations techniques et administratives, qui sont nettement distinctes des fonctions planificatrices » (GALBRAITH, 1968, page 148).

« Le capitalisme reste le capitalisme, même si le capitaliste est lui aussi victime de l'organisation » (GALBRAITH, 1968, page 143). Peu importe que la propriété soit publique ou privée, « la technologie assume des pouvoirs analogues et recourt aux mêmes méthodes collectives pour prendre les décisions. Rien d'étonnant dès lors si elle est très semblable dans les deux cas » (GALBRAITH, 1968, pages 143-144). La technologie uniformise l'organisation économique, indépendamment de l'idéologie ! Dans ces conditions, le capitalisme se transforme, il ne disparaît pas. La convergence entre le capitalisme et le socialisme est de nature technologique. Répétons-le : Elle n'est pas idéologique. Dans les deux cas, des similitudes sont constatées en matière d'organisation industrielle et de planification en raison de l'échelle moderne de la production, de la masse énorme des capitaux à mobiliser et de la complexité de la technologie.

Si la crise économique a remis en question l'organisation concentrée (intégration verticale, conglomérat) de la grande entreprise, elle n'a ni entraîné la disparition de la grande entreprise, ni de la société anonyme. Au contraire ! Le développement des marchés financiers et des nouvelles technologies de l'information et de la communication lui a donné un nouvel élan à tel point que le rapport de force entre managers et actionnaires s'est retourné au profit des actionnaires (AGLIETTA, REBERIOUX, 2004). D'un autre côté, et tirant profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la grande entreprise s'est transformée. M. CASTELLS (CASTELLS, 1999) qui retient aussi le vocable de firme-réseau, considère que la principale transformation la concernant peut être définie comme le passage d'une bureaucratie verticale (hiérarchisée) à la firme horizontale. Celle-ci se caractérise par sept grandes tendances : (i) organisation autour d'un procédé, non d'une tâche ; (ii) hiérarchie plate ; (iii) gestion en équipe ; (iv) mesure des résultats collectifs ; (v) maximisation des contacts avec les fournisseurs et les clients ; (vi) information ; (vii) formation et formation continue des salariés à tous les niveaux (CASTELLS, livre I, page 221, 1999). « La 'firme horizontale' est un réseau dynamique et stratégiquement conçu d'unités autoprogrammées et autodirigées, fondées sur la décentralisation, la participation et la coordination » (CASTELLS, livre I, page 234, 1999). Si M. CASTELLS considère que cette évolution est la manifestation de la défaite de l'intervention de l'Etat. Dans ces conditions, « la société en réseaux (...) demeure pour le moment, capitaliste » (CASTELLS, livre I, page 579, 1999).

Mais, les réseaux qui apportent à l'entreprise capitaliste la marge de flexibilité dont elle a besoin pour maîtriser l'incertitude des marchés (le réseau se substitue à l'organisation, tout comme l'organisation s'était substituée à l'entrepreneur), ont aussi leur limites. Les capitalistes déploient leurs stratégies (concurrentielles ou convergentes) par et à travers les circuits d'un réseau global. Ils sont donc tributaires de « la logique non humaine d'un système aléatoire de traitement de l'information » (CASTELLS, livre I, page 580, 1999).

Mais, M. CASTELLS est assez prudent dans son analyse de la transformation du capitalisme. Certes, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'organisation (horizontale) de l'industrie sont au cœur de son analyse, mais d'un autre côté il privilégie l'analyse de tâtonnement au détriment du changement radical de l'organisation industrielle. D'abord, il souligne que les changements organisationnels majeurs intervenus depuis ces deux dernières décennies, n'ont pas entraîné « l'apparition d'un nouveau mode de production » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 225). Mais, il parle aussi d'un « nouveau système économique » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 235). Ce nouveau système économique est celui de l'économie informationnelle globale, et c'est précisément parce que l'URSS n'a pas pu tirer profit de cette évolution, qu'elle a échoué...

D'un autre côté, si les grandes entreprises à l'organisation verticale ont su profiter des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, cela ne signifie pas par ailleurs que toute autre forme d'organisation industrielle ait disparu. Les petites et moyennes entreprises, notamment, se recomposent au sein de réseaux, mais ne disparaissent pas. Elles jouent même un rôle central dans l'organisation industriel. Elles n'occupent un strapontin comme avait pu l'affirmer GALBRAITH. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle fondamental dans le domaine des technologies de pointe. Mais, M. CASTELLS affirme aussi que l'entreprise en réseau est « la forme organisationnelle de l'économie informationnelle/globale » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 234). Dans ces conditions, M. CASTELLS semble considérer que les entreprises qui ont réussi à s'imposer sont celles « qui peuvent générer du savoir et traiter l'information ; s'adapter à la géométrie variable de l'économie globale ; être assez souples pour changer leurs moyens assez vite que les objectifs évoluent, sous l'impact des rapides transformations culturelles, technologiques et institutionnelles ; et innover, l'innovation devenant l'arme clé de la concurrence » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 235). Les mécanismes du marché sont ainsi recomposés au cours du temps : « les mécanismes du marché évoluent au cours de l'histoire et opèrent sous des formes organisationnelles diverses » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 236). M. CASTELLS critique fortement WILLIAMSON sur son analyse de la firme, considérant le développement très important du capitalisme en Asie-Pacifique, fondés sur des réseaux extérieurs à la compagnie » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 254). Il en va de même pour CHANDLER. Puis, il ajoute : « la plupart des ouvrages des vingt dernières années présentent la firme multinationale, caractérisée par sa structure centralisée et morcelée, comme l'expression organisationnelle de la nouvelle économie globale » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 255).

Ce sont les réseaux qui sont au cœur de l'économie globale, ce qui n'implique pourtant pas la disparition de l'entreprise multinationale ! Car « la concentration oligopolistique se maintient ou s'accroît dans la plupart des secteurs des grandes industries, non pas tant en dépit qu'en raison de la forme d'organisation en réseau, dans la mesure où entrer dans les réseaux stratégiques exige soit de posséder des ressources considérables (financières, technologiques, commerciales), soit de s'allier à un participant majeur du réseau » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 256). Comment peut-on expliquer le rôle majeur joué par les réseaux dans « la

nouvelle concurrence économie » ? Deux raisons essentielles l'expliquent : (i) la globalisation des marchés et des intrants ; (ii) « l'extraordinaire changement technologique qui menace sans cesse d'obsolescence et oblige les entreprises à se tenir régulièrement informées des procédés et des produits nouveaux. Dans ce contexte, la coopération n'est pas seulement une manière de partager les coûts et les ressources, c'est aussi une assurance contre une mauvaise décision technologique, dans la mesure où, les réseaux étant omniprésents et entremêlés, les concurrents en subiraient également les conséquences » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 257). La conclusion de M. CASTELLS apparaît assez mesurée : « les grandes firmes se transforment en un tissu de réseaux divers, insérés dans une multiplicité d'environnements institutionnels. Le pouvoir existe toujours, mais il s'exerce au hasard. Les marchés procèdent toujours à des échanges, mais les calculs purement économiques sont rendus délicats du fait qu'ils dépendent d'équations insolubles sur déterminées par un trop grand nombre de variables. La main du marché que les économistes institutionnels s'efforçaient de rendre visible est redevenue invisible. Cependant, sa logique structurelle n'est désormais plus seulement régie par l'offre et la demande, elle est également influencée par des stratégies dissimulées et des découvertes occultes qui se déploient sur des réseaux globaux d'informations » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 259). S'il critique WILLIAMSON et CHANDLER, M. CASTELLS approuve SCHUMPETER : « l'esprit de l'informationnalisme est la culture de la « destruction créatrice » opérant à la vitesse des circuits opto-électroniques qui traitent ses signaux » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 264).

Mais existe-il une « main-d'œuvre globale » ? La réponse pourrait bien être positive puisqu'il existe une économie globale. Dans les faits, il n'en est rien car « la main-d'œuvre est encore fausement entravée, et le sera encore dans un avenir proche, par les institutions, la culture, les frontières, la police et la xénophobie. Il n'en reste pas moins que les migrations internationales augmentent, et cette tendance durable contribue à transformer la population active, bien que d'une façon plus complexe que ne le laisse supposer la notion de main-d'œuvre globale » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 299). Mais, s'il n'existe pas une « main-d'œuvre globale », « on constate néanmoins une tendance historique à l'interdépendance croissante de la main-d'œuvre à l'échelle globale, via trois mécanismes : l'emploi global dans les firmes multinationales et leurs réseaux transfrontières associés ; les effets du commerce international sur les conditions d'emploi et de travail, à la fois dans le Nord et dans le Sud ; et les conséquences de la concurrence globale et du mode de gestion flexible sur la population active de chaque pays. Chaque fois, c'est la technologie de l'information qui permet de lier entre eux les différents segments de la main-d'œuvre au travers des frontières nationales » (CASTELLS, 1999, tome 1, page 302). En l'absence de main-d'œuvre globale, on peut parler d'une indépendance croissante de la main-d'œuvre à l'échelle de la planète.

4- ELEMENTS DE CONCLUSION

Firme familiale, firme concentrée, firme-réseau, l'organisation de la production a considérablement évolué depuis les débuts de l'industrialisation. Combinant capitaux et travail, l'entreprise capitaliste s'est métamorphosée au cours de deux derniers siècles pour chercher à contrecarrer l'incertitude propre au fonctionnement du marché²³. Mais, l'entreprise capitaliste ne s'est pas d'emblée développée dans le cadre limité de l'Etat-nation, les économistes ont clairement identifié ces deux éléments interdépendants : développement de la grande entreprise et internationalisation du capital. La manufacture d'épingles d'A. Smith produit pour l'exportation. Mais, ce qui est sans doute le plus caractéristique de cette

²³ On notera à ce propos que dès le 18^{ème} siècle l'entrepreneur est défini par les économistes comme l'agent économique qui supporte les risques nés de l'incertitude du marché.

évolution et que nous avons essayé de mettre en lumière dans cette contribution, c'est la capacité de l'entreprise capitaliste à nier l'existence du marché, tout en essayant d'en tirer le maximum (approvisionnements avantageux en matières premières, main-d'œuvre, etc.). Le modèle de l'intégration verticale, comme le montrent les théoriciens de la grande entreprise (MARX, SCHUMPETER, GALBRAITH notamment) l'ont bien montré. La négation du marché, conséquence de l'organisation intégrée de la grande entreprise, a suscité nombre de controverses sur la convergence entre le capitalisme et le socialisme. Aujourd'hui, quinze ans après la chute des démocraties populaires d'Europe de l'Est, le capitalisme a triomphé du socialisme, mais si le monde n'est pas organisé sur la base d'une instance planificatrice publique, la firme capitaliste nie tout autant le marché. Le modèle de la firme-réseau s'inscrit dans cette continuité, les relations contractuelles entre les firmes constituant le réseau se sont substituées à l'aléa des relations de marché (CASTELLS, 1999).

Unité de temps, unité de lieu, unité d'action, la firme-réseau tisse sa toile au niveau planétaire !

Références bibliographiques

- AGHION P., HOWIT P. (2000), *Théorie de la croissance endogène*, Coll. Théories économiques, Dunod.
- AGLIETTA M., REBERIOUX A. (2004), *Dérives du capitalisme financier*, Coll. Bibliothèque Albin Michel Economie, Albin Michel.
- ANDREFF W. (2003), *Les multinationales globales*, Coll. Repères, La découverte.
- BAIROCH P. (1997), *Victoires et déboires*, tomes 1, 2 et 3, Folio Histoire.
- BASTIAT F. (ed 2005), *Sophismes économiques*, Les Belles Lettres.
- BERLE A., MEANS G. (1932), *The modern Corporation and private Property*, Macmillan.
- BERSTEIN S., MILZA P. (sous la direction de) (2000), *L'année 1947*, Presses de Sciences Po.
- BOUTILLIER S. (1996), J. SCHUMPETER, K. MARX, le devenir incertain du capitalisme, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°4.
- BOUTILLIER S. (1997), La dialectique des crises et les transformations dynamiques de l'économie à partir du *Capital*, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°6.
- BOUTILLIER S. (1999), La mondialisation dans la pensée économique depuis le 18^{ème} siècle, dans MICHIELS J.-P., UZUNIDIS D. (coord), *Mondialisation et citoyenneté*, Coll. Economie et innovation, L'Harmattan.
- BOUTILLIER S. (coord) (2005), *Travail et entreprise, Règles libérales et « global management »*, Coll. L'esprit économique, L'harmattan.
- BOUTILLIER S., LAPERCHE B., UZUNIDIS D. (2004), Le potentiel de ressources de l'entrepreneur et la carré organique de la création d'entrepris, *Eléments de réflexion à partir du cas français*, Colloque SASE, « Private Powers and Public Domains : Redefining Relations Among Sates, Markets, and Societies », 16th Annual Meeting on Socio-economics, George Washington University, 9-11 juillet.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (1999), *La légende de l'entrepreneur*, Syros.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (2002), *Comment ont-ils réussi ? L'histoire des entrepreneurs : du XVIII^o siècle à nos jours*, Studyrama.
- BOUTILLIER S., UZUNIDIS D. (1998), De l'entrepreneur héroïque à l'entrepreneur socialisé, les métamorphoses de la petite entreprise, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°8
- BRAUDEL F. (1985), *La dynamique du capitalisme*, Arthaud.
- BRAUDEL F. (1979), *Civilisation matérielle, Economie et capitalisme*, tomes 1, 2 et 3, A. Colin.
- BYE M., DESTANNE DE BERNIS G. (ed 1987), *Relations économiques internationales*, Dalloz.
- CASTEL R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard.
- CASTELLS M. (1999), *L'ère de l'information*, tomes 1, 2 et 3, Fayard.
- CHANDLER A. D. (1977), *La main visible des managers, une analyse historique*, Economica.
- CHARREAUX G. (coord) (1997), *Le gouvernement des entreprises, Corporate Governance, Théories et faits*, Coll. Recherche en Gestion, Economica.
- COASE R. H. (1937), The Nature of the Firm, *Economica*, vol 4.
- DENIS H. (ed 1980), *Histoire de la pensée économique*, Coll. Thémis, PUF.
- DUMENIL G., LEVY D. (1998), *Au-delà du capitalisme ?*, coll. Actuel MARX Confrontation, PUF.
- DURKHEIM E. (ed 1978), *De la division du travail*, PUF.
- EMMANUEL A. (1969), *L'échange inégal*, François Maspéro.

- EMMANUEL A. (1980), *Technologie appropriée ou technologie sous développée*, PUF.
- FUKUYAMA F. (1994), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion.
- FOREY D. (2000), *L'économie de la connaissance*, Coll. Repères, La Découverte.
- FREEMAN C., LOUCA F. (2001), *As time Goes by, From the Industrial Revolutions to the Information Revolution*, Oxford University Press.
- GALBRAITH J. K. (1968), *Le nouvel état industriel*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1974), *La science économique et l'intérêt général*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1978), *Le temps des incertitudes*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (1983), *Une vie dans son siècle*, Gallimard.
- GALBRAITH J. K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Gallimard.
- GILLE B. (1978), *Histoire des techniques*, Encyclopédie de la Pléiade.
- GRESEA. (1998), *Mondialisation et droits sociaux*, Éditions Denis Horman, Bruxelles.
- HAYEK F. (1993), *La présomption fatale, les erreurs du socialisme*, Coll. Libre échange, PUF.
- HAYEK F. (2002), *La route de la servitude*, PUF.
- HOBSBAWM E. J. (1994), *L'âge des extrêmes, Histoire courte du 20^{ème} siècle*, Editions Complexe.
- HYMER S. (1968), La grande « corporation » multinationale, *Revue économique*, N°6.
- KRUGMAN P. R. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange*, La Découverte.
- LEFEBVRE H. (2001), *La fin de l'histoire*, Deuxième édition, Anthropos.
- LIODAKIS G. (2005), The New Stage of Capitalist Development and the Prospects of Globalization, *Science d Society*, N°3, juillet.
- MANDEL E. (1986), *Traité d'économie marxiste*, Christian Bourgois Editeur.
- MARCHESNAY M. (2006), Galbraith : d'un institutionnalisme à l'autre ? Quelques propos sur « Les mensonges de l'économie », *Innovations, Cahiers de l'économie de l'innovation*, N°23, à paraître.
- MARX K. (ed 1976), *Le capital*, Éditions sociales.
- MARX K., ENGELS F. (ed 1978), *Le manifeste du parti communiste*, Le livre de poche.
- MICHALET C. A. (2003), *Qu'est-ce que la mondialisation*, La découverte.
- MICHALET C.A. (1985), *Le capitalisme mondial*, PUF.
- PERROUX F. (1982), *Dialogue des monopoles et des nations : « équilibre » ou dynamique des unités actives*, PUG.
- PIORE M. J., SABEL Ch. F. (1985), *Les chemins de la prospérité*, Hachette-Littérature.
- PLIHON D. (2003), *Le nouveau capitalisme*, Coll. Repères, La Découverte.
- RAINELLI M. (1997), *La nouvelle théorie du commerce international*, coll. Repères, La découverte.
- ROBINSON J. (1980), *Développement et sous-développement*, Economica.
- SAY J-B. (ed 2002), *Oeuvres complètes*, Economica.
- SCHUMPETER J. A. (ed 1935), *Théorie de l'évolution économique*, Dalloz.
- SCHUMPETER J. A. (1953), *Histoire de l'analyse économique*, tomes 1, 2 et 3, Gallimard.
- SCHUMPETER J. A. (ed 1979), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot.
- SMITH A. (ed 1976), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Gallimard.
- UNCTAD, *World Investment Report*, CNUCED, chaque année depuis 1990.
- UZUNIDIS D. (1996), Mondialisation, intégration, normalisation, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°3.
- UZUNIDIS D. (2001), Les facteurs actuels qui font de la Science une force productive au service du capital : le quatrième moment de l'organisation de la production, Congrès MARX International III.
- UZUNIDIS D. (sous la direction de) (2004), *L'innovation et l'économie contemporaine, Espaces cognitifs et territoriaux*, De Boeck.
- VERRET M. (1995), La classe ouvrière à l'épreuve de la mondialisation, essai d'approche sur l'annuaire du BIT 1993, *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation*, N°2.
- VERRET M., NUGUES P. (2000), *Le travail ouvrier*, L'Harmattan.
- WALLERSTEIN I. (1985), *Le capitalisme historique*, coll. Repères, La Découverte.
- WALRAS L. (ed 1988), *Eléments d'économie pure*, Economica.
- WILKINS M. (1970), *The Emergence of Multinational Enterprise*, Havard UP.
- WILLIAMSON O. E. (1965), *Market and Hierarchies, Analysis and Antitrust Implications*, Free Press.
- WILLIAMSON O. E. (1985), *The Economic Institutions of Capitalism*, Free Press.

*Caractéristiques majeures du « nouveau » capitalisme :
Tableau synthétique Marx-Schumpeter-Galbraith-Castells*

Caractéristiques majeures du « nouveau capitalisme »	K. MARX 1818-1883	J. A. SCHUMPETER 1883-1950	J. K. GALBRAITH 1908	M. CASTELLS 1942
Contexte économique Propre à chaque période	L'industrie prend de plus en plus de place dans la production de richesses. Nouveaux progrès techniques : sidérurgie, charbon, chemin de fer, etc. La taille des entreprises augmente. Automatisation grâce à la machine à vapeur. Développement des marchés financiers. Importance de l'intervention étatique (soutien de l'offre). Développement du commerce international et des investissements étrangers directs.	Poursuite du développement industriel. Course aux armements. Nouveaux progrès techniques : électricité, pétrole, chimie, etc. Renforcement de la domination des grandes entreprises. Poursuite du développement des marchés financiers. La première guerre mondiale et la révolution russe remettent en cause l'optimisme du marché. La seconde guerre mondiale accentue cette situation.	Contexte de la crise de 1929 et de ses effets dévastateurs qui renforcent le principe de l'intervention publique (soutien de l'offre et de la demande). Nouveaux progrès techniques : électricité, pétrole, nucléaire, automobile, etc. Course aux armements / guerre froide. Renforcement des grandes entreprises. Développement inédit de la société de consommation Développement de l'Etat social	Contexte de la crise économique des années 1970 et des politiques publiques de libéralisation menées depuis les années 1980. Effondrement du socialisme – domination planétaire du capitalisme. Fin de la guerre froide. Développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication et des biotechnologies. Développement des marchés financiers. Remise en cause de l'Etat social.
Domination d'une poignée de grandes entreprises	oui	oui	oui	Oui mais ces grandes entreprises sont intégrées dans des réseaux.
Présence de firmes de petite dimension	oui La petite production marchande	non	Oui, mais elles ont un rôle marginal	Oui les petites entreprises continuent à exister dans le cadre des réseaux. Certaines d'entre elles ont un rôle moteur sur les plans technologiques et scientifiques.
Disparition de l'entrepreneur	Ne se pose pas la question.	oui	Oui Sauf dans les petites entreprises	La question ne se pose pas en tant telle car les petites entreprises continuent à exister dans le cadre des réseaux.
Division des tâches entre actionnaires et gestionnaires	oui	oui	Oui Rapport de forces en faveur des managers.	Le poids des marchés financiers est très important. Rapport de force en faveur des actionnaires.
Transformation de la propriété capitaliste	Oui Les contradictions du capitalisme engendrent le socialisme, mais il existe des contre-tendances (société anonyme, commerce international, mécanisation de la production, etc.). Recherche du profit individuel	Oui L'accroissement de l'échelle de production et le développement de la société anonyme sont des signes qui annoncent l'avènement du socialisme. Dans le cadre du capitalisme héroïque, la recherche du profit et du pouvoir (par l'innovation) sont à la base du comportement entrepreneurial. Recherche du profit individuel	Oui Convergence entre le capitalisme et le socialisme. Socialisation de la propriété privée. Recherche du profit individuel Importance des entreprises publiques dans les pays capitalistes. Convergence technologique.	Maintien de la propriété privée du capital Socialisation de la propriété privée (sociétés de capitaux) Recherche du profit individuel Planification du marché mondial par la firme-réseau